

la force des mots



pour travailler et vivre en français

Octobre 1998

Numéro deux

Du Portugal au Québec

**À pieds
jointes
dans son
nouveau
pays**

Page 8



Donohue à Clermont

La haute technologie en français, c'est possible!



Robert Boucher

S'étant déjà mise à l'heure des normes ISO 9000 depuis 1996, l'usine de la Donohue, à Clermont, sera probablement sous peu la première dans le secteur du papier au Québec à recevoir la certification ISO 14 000. Et, dans cette entreprise de haute technologie, c'est en français que ça se passe.

D'ailleurs, on y dénote une longue tradition d'attention portée à la langue. Déjà, la commission Gendron, dans l'imposant rapport qu'elle soumettait au début des années 70 sur l'état de la langue française au Québec, avait cité en exemple la dernière convention collective de travail signée à la Donohue de Clermont pour la qualité de son français écrit. On peut penser que cet intérêt pour la langue y avait peut-être été semé, il y a plus longtemps encore, par le premier aumônier du syndicat qui avait pour nom... Félix-Antoine Savard. Eh! oui, à la même époque où il don-

naît à la littérature québécoise son célèbre *Menaud*.

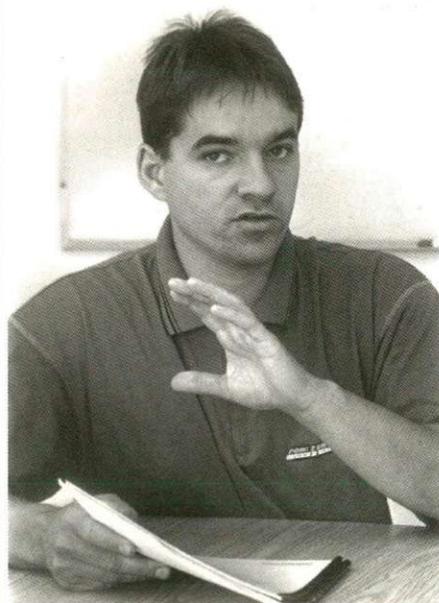
Souvent, dans le contexte de changements technologiques, a-t-on entendu dire qu'il était difficile de concilier leur implantation avec l'usage du français. Quand *La Force des mots* a posé la question à Martin Dufour, président du Syndicat des travailleurs du papier de Clermont (FTPF-CSN), il n'a pas caché son étonnement. «*Je ne peux pas être d'accord avec une telle affirmation. Au cours des démarches entreprises pour l'obtention de la certification ISO 9000 et ISO 14 000, l'utilisation du français n'a jamais été un problème, bien au contraire, affirme-t-il. Tous les documents ici sont en français, même les documents informatiques.*»

Établir des normes de qualité

ISO 9000 est une norme internationale de qualité qui certifie que l'entreprise a établi des procédés et des procédures de contrôle qui garantissent à ses clients une qualité uniforme du produit. Le dernier chiffre indique le secteur d'activité de l'entreprise. Dans le cas qui nous occupe, on parlera donc d'ISO 9002. De façon régulière, une firme extérieure vient vérifier attentivement la rigueur d'application des procédures.

«*Toutes les démarches se sont faites*

avec les travailleurs, affirme M. Carl Rivard, directeur du personnel à l'usine Donohue de Clermont. *Des équipes ont été mises en place dans chaque département pour établir des procédures uniformes permettant de se doter d'un système de qualité. Et, bien sûr, toutes ces procédures sont rédigées en français.*» Le président du syndicat confirme ces faits et les deux de convenir que la modernisation de l'équipement et la haute technologie n'ont jamais remis en question l'utilisation du français à l'usine Donohue de Clermont.



Martin Dufour



Carl Rivard

Même les machines ont un nom français

Contrairement à certaines entreprises de la région métropolitaine, l'utilisation de la langue française allait de soi pour les travailleurs et la direction. Même lors de la formation du personnel. L'employeur a embauché des interprètes lorsque les formateurs venaient de



Finlande ou des États-Unis, pour s'assurer que les travailleurs reçoivent la formation dans leur langue. Fait à souligner, on a même eu recours aux services d'un travailleur à la retraite bilingue, pour servir d'interprète et transmettre la formation en français.

Il n'y a qu'à visiter l'usine, d'ailleurs, pour que l'usage du français nous



apparaisse comme une évidence, aussi bien dans l'affichage que dans les directives et dans toutes les informations utiles à l'accomplissement des tâches. Les machines ont même des noms comme La Clermont et La Charlevoix. Ici, les changements technologiques n'ont jamais été un frein à la francisation.

Dans le langage quotidien cependant, l'utilisation de certains termes anglais subsiste encore. «*Tout le monde connaît le terme français, indique*

Martin Dufour. *La preuve, c'est que dans les rapports écrits, on indique toujours aussi le nom français de l'outil demandé ou de la pièce à changer. Mais c'est vrai que dans les échanges courants, ajoute-t-il avec un sourire gêné, on dira encore parfois le terme anglais, comme roll grinder pour rectificateur de cylindre.*» Comme quoi, même dans cette région très francophone, on a dû apprendre à l'époque à utiliser des termes anglais.

Une usine... dans une si belle région

Nichée dans la vallée de la rivière Malbaie, entre Baie Saint-Paul et La Malbaie, la ville de Clermont vit au rythme de l'usine de Papier Donohue. C'est l'industrie majeure de la ville, qui n'aurait plus de raison d'être si cette usine venait à fermer.

«*Dans une région comme la nôtre, protéger l'environnement est très important, souligne Martin Dufour. Et comme nous voulions aussi que l'usine poursuive ses activités, puisque c'est l'employeur principal de Clermont, nous avons été bien sûr d'accord pour*



Les travailleurs, en rentrant au travail, doivent d'abord aller lire les informations inscrites sur le grand tableau ISO 9000 placé près de leur machine pour savoir si des modifications ont été apportées au procédé et connaître les données qui leur seront utiles pour bien accomplir leur travail. Comme on peut le voir, ces informations sont en français.

embarquer dans la démarche de certification de ISO 14 000.»

Contrairement à la procédure ISO 9000, ISO 14 000 est un concept évolutif. Il s'agit d'une politique de gestion avec un objectif d'amélioration continue de la performance environnementale. Tandis que la première démarche touchait 75 pour cent des employés, ceux de la production surtout, cette nouvelle accréditation doit impliquer l'ensemble du personnel «...d'une clôture à l'autre», précise M. Rivard. Selon lui, même s'il reste du travail à faire, la compagnie a déjà fait beaucoup d'efforts dans le domaine de l'environnement et du recyclage. À titre d'exemple, il mentionne que l'entreprise utilisait le site d'enfouissement de la région à raison de 100 camions par mois. Aujourd'hui, selon lui, elle n'en enverrait plus que cinq en moyenne.

Première usine syndiquée de la Fédération des travailleurs du papier et de la forêt de la CSN à entreprendre la démarche ISO 14 000, elle pourrait être aussi la première usine de ce secteur au Québec à recevoir au cours de l'automne cette certification. Notons que deux entreprises de ce secteur seulement ont terminé les travaux préparatoires requis.

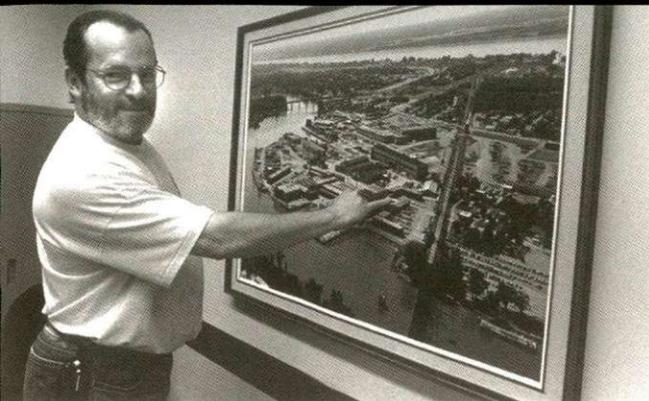
Au pays de Menaud, maître-draveur

L'usine, qui existe depuis 1912, s'est modernisée de façon régulière au cours des années. Produisant d'abord de la pulpe grâce à l'énergie hydraulique de la chute Nairn de la rivière Malbaie, l'usine s'est transformée à la fin des années vingt pour entreprendre la production de papier en 1930. En 1968, on installait une nouvelle machine, La Charlevoix. En 1987, on procédait à l'installation d'une autre machine à papier, La Clermont, qui fonctionne à plein régime depuis 1988. Elle serait d'ailleurs classée parmi les plus performantes au monde.

En 1990, la Donohue procédait à une première phase d'investissement dans la protection de l'environnement et, en 1993, à la phase secondaire qui a eu pour effet, entre autres choses, d'améliorer de façon appréciable la qualité de l'eau rejetée à la rivière. Les tests faits de façon régulière par le ministère de l'Environnement le confirment et la présence en nombre sans cesse croissant de saumons dans la rivière en sont la preuve.

Quant au syndicat, il existe depuis 1935. Il s'appelait alors le Syndicat national catholique de l'industrie du papier de Saint-Philippe de Clermont, membre de la CTCC. Ce syndicat, fier de son histoire, conserve précieusement toutes ses archives dans une pièce spécialement adaptée à cette fin. Il a souligné son cinquantième anniversaire par un document relatant son histoire et s'apprête à fêter son soixante-cinquième en l'an 2000. Le syndicat a aujourd'hui pignon sur rue à Clermont et sa salle de réunion est souvent mise à la disposition des autres syndicats de la région.





Guy Lemoine,
monteur:
«Du temps
des bateaux,
les travailleurs
apprenaient
à tout désigner
avec des termes
anglais.»

Chez Alstom

Jour après jour, le français conquiert ses droits

Ah, les belles années que celles-là! C'était au tournant de la décennie 1980, et Marine Industrie était un immense chantier naval et ferroviaire qui employait plus de 4000 personnes. Guy Lemoine, vice-président du syndicat de la production, en parle d'abondance, photos à l'appui. On travaillait chez «Marine» de père en fils, dans ce temps-là, et on n'était pas peu fier des bateaux qu'on y construisait...

Autour de Guy, les autres se souviennent aussi: car seuls les «anciens» demeurent chez ce qui est devenu Alstom, une usine de fabrication de turbines qui compte 180 travailleurs à la production et une soixantaine d'employés de bureau syndiqués, également affiliés à la CSN. Des travailleurs qui ont 27 à 30 ans d'ancienneté, pour un âge moyen de 51 ans, et qui ont appris, du temps des bateaux, des termes anglais tout droit importés de Grande-Bretagne pour désigner les outils, les machines et les opérations.

Quand les contrats de construction de bateaux ont commencé à se raréfier, la direction de l'entreprise et le syndicat avaient déjà engagé des efforts pour franciser le milieu de travail; c'étaient les années glorieuses de la Charte de la langue française et de la vigilance de l'OLF pour veiller à son application. Dans les bureaux, on passa au

français du jour au lendemain avec la mise en place du réseau informatique et la francisation des listes d'articles du magasin, et les travailleurs durent plus d'une fois recourir au dictionnaire ou au manuel spécialisé avant de maîtriser les nouvelles appellations.

À la production, par contre, c'est un jour après l'autre, imperceptiblement, que le français gagna du terrain, par la seule force de l'usage. Des termes qui, autrefois, auraient semblé incongrus ou même risibles sont petit à petit devenus acceptables. Certains ont même été intégrés au vocabulaire. *L'atelier d'usinage* a remplacé la *machine-shop*, la *chaufferie* la *power-house*, le *magasin* le *store*, la *réception* la *gate house*, *l'inventaire* le *stock*. Chacun a appris ce que sont les *aubes (blades)*, les *goupilles (pins)* et les *roues de turbines (runners)*. Et même si on dit toujours le *jack* et le *lift*, on sait très bien ce que sont le *vérin hydraulique* et le *chariot élévateur*. Quant au *tacker* devenu *faufilleur*, au *chipper* devenu *ébarbeur-mateur*, sans faire partie du vocabulaire quotidien, ils sont devenus familiers à force d'être utilisés dans les assemblées syndicales ou dans les rapports internes.

C'est ainsi que lentement mais inexorablement, le français conquiert ses droits.

Lucie Laurin

l'invité

Le français et l'avenir

Un acteur le sait bien: la langue, et les mots pour le dire, sont et demeureront nos outils premiers. Sans eux, pas de miracle, pas de communication, pas de public.

Et ce que nous sommes, nous, artistes-interprètes canadiens et francophones, il y a un très beau mot pour le dire, c'est: québécois.

Être québécois, pour moi, comme pour vous sans doute, c'est très différent que d'être ontarien pour un citoyen de Toronto ou manitobain pour un citoyen de Winnipeg. Parce que ce qui différencie le Québec du reste du Canada, c'est la langue française de 83 pour cent de ses citoyens. Et ça, c'est unique en Amérique du Nord.

Être québécois, c'est donc plus qu'une appartenance régionale. Bien sûr qu'on peut être québécois anglophone, hispanophone, etc. Mais tout québécois que nous soyons, nous sommes rattachés — ou si vous préférez — intégrés à une vaste culture et à une langue commune et officielle, comme cela se fait dans n'importe quel pays au monde. Parce que la langue c'est une façon d'être, de vivre, de comprendre et de juger.

Mais la question que posent les plus inquiets d'entre nous, c'est: avons-nous, nous, artistes, travailleurs et travailleuses, sociétés et citoyens francophones du Québec, un avenir? Ou si vous préférez, avons-nous un avenir francophone au Québec?

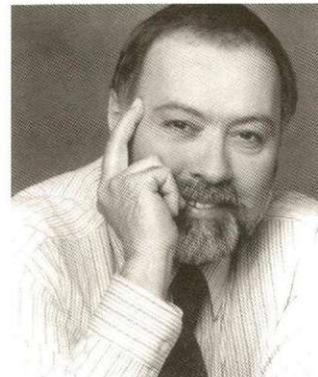
Rassurez-vous tout de suite: je ne suis pas de ceux qui attendent qu'une réponse vienne d'ailleurs. Non.

Quel est donc l'avenir du français au Québec? Je ne pense pas que cela ne dépende que du gouvernement. Surtout pas. Si la question de l'avenir du français est éminemment politique, elle n'est certainement pas partisane. Et ne tombons surtout pas dans ce piège. Certes le gouvernement a un rôle de premier plan à jouer. Et l'art de gouverner ne doit pas seulement être l'art du possible, mais l'art du nécessaire. Alors si nous voulons que le français ait un avenir au Québec, ne comptons que sur nous et sur personne d'autre.

Il ne peut y avoir qu'une seule et unique langue du Québec, qu'elle en soit une de service, d'affichage, de travail, d'éducation, de loisir et de communication.

L'avenir du français au Québec, soyons-en conscients, tient en bonne partie à notre comportement. Il est notamment du rôle des créateurs, des associations de créateurs et créatrices, comme il est de votre rôle et de vos associations de veiller au grain... si on ne veut pas un jour, veiller au corps. J'y crois encore et toujours. Et on peut y arriver sans se fermer aux autres ni à ce que nous sommes.

Serge Turgeon
Directeur général adjoint
du Théâtre du Rideau Vert



Gaz Métropolitain

Le français, une bataille syndicale

La francisation d'un milieu de travail, ça ne s'arrête pas le jour de l'émission du certificat de francisation décerné à l'entreprise par l'Office de la langue française. C'est une bataille jamais gagnée, jamais finie. Une bataille de tous les instants et de tout le monde. Fernand Valiquette, technicien en réfrigération chez Gaz Métropolitain, sait cela depuis longtemps.

En fait, il a été sensibilisé à cette question dès sa toute jeunesse, alors qu'il travaillait dans l'aviation dans l'Ouest canadien et qu'il était interdit aux employés francophones de parler français entre eux — les unilingues anglais craignant qu'ils ne complotent dans leur dos — puis, plus tard, à Saint-Jérôme où son employeur francophone s'adressait à lui en anglais. «C'était frustrant, humiliant», commente-t-il.

En 1972, son employeur, Gaz Métropolitain, lui propose de l'inscrire, ainsi que plusieurs autres cols bleus, à un cours d'instrumentation. En consultant la documentation, Fernand Valiquette se rend compte que la formation se donne en anglais seulement. Il refuse de s'inscrire et convainc ses camarades de refuser aussi. L'employeur est furieux. L'année suivante, l'employeur revient à la charge, avec un cours en français cette fois...

«Il faut exiger le français», déclare Fernand Valiquette. L'employeur n'a pas le choix. S'il veut que ses employés se perfectionnent, il sera bien obligé de céder.»

Une place à disputer

Chez Gaz Métropolitain comme dans bien d'autres entreprises québécoises, le français a pris lentement sa place à mesure que disparaissaient les patrons unilingues anglais. À compter de 1969, année de l'arrivée du premier francophone à sa présidence, l'entreprise a cessé d'avoir un nom bilingue. La première convention collective CSN du syndicat des cols bleus, signée en 1966, existait aussi dans sa version anglaise, mais il était expressément stipulé qu'en cas de litige, le texte français prévaudrait. La convention collective de 1970 était unilingue française.

Fernand Valiquette a accepté avec enthousiasme de faire partie du comité de francisation mis sur pied en novembre 1977 après l'adoption de la Charte de la langue française. La première responsabilité du comité fut de diriger une étude

sur la situation du français dans l'entreprise en vue de se qualifier pour le certificat de francisation. Certificat obtenu sans problème le 23 juin 1980.

Puis l'employeur cessa de convoquer le comité. «J'ai pensé, comme tout le monde qu'il n'avait plus sa raison d'être», raconte Fernand Valiquette. Ce n'est que quelques années plus tard qu'il apprit par hasard que le comité de francisation doit être permanent et tenir trois réunions par année. Il fallut forcer l'employeur, qui n'en voyait pas du tout la nécessité, à convoquer le comité.

Une vigueur nouvelle

Ces dernières années, avec des membres motivés, le comité a retrouvé sa vigueur. Il a même produit, grâce à une subvention de l'OLF, un petit lexique des termes utilisés dans le transport intitulé *Le français nous transporte*. Divers événements sont régulièrement organisés

afin de stimuler le goût du français chez les travailleurs, tels des concours dans lesquels les «attrapes» rivalisent d'ingénio-

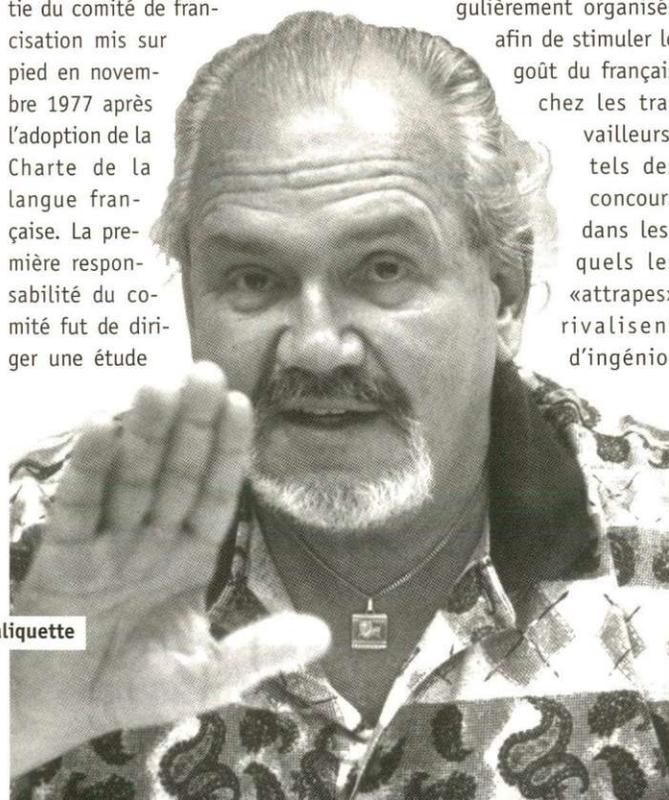
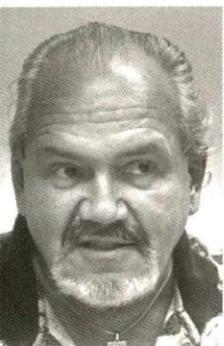
sité et les prix, d'intérêt. C'est ainsi que le concours annuel de la Semaine du français a été doublé du concours littéraire Élyse Laflamme, du nom d'une secrétaire de l'entreprise passionnée d'écriture, décédée du cancer en 1995.



Ce dernier concours, créé en 1996, eut pour premier thème *l'humour*. Les employés, regroupés dans trois catégories (1. col bleu; 2. col blanc et représentant; 3. cadre) étaient invités à écrire un conte, un récit ou une nouvelle d'au plus 1000 mots. En 1997, année du 40^e anniversaire de Gaz Métropolitain, c'est le thème de la *quarantaine* qui fut choisi. Les participants couraient la chance de gagner, entre autres, une fin de semaine pour deux au Mont-Tremblant ou un certificat cadeau de 100 dollars dans une librairie.

Contre les reculs

De tels concours, pour ingénieux qu'ils soient, n'atteignent cependant qu'une minorité de travailleurs. Chez les cols bleus, d'importants problèmes d'anglicisme persistent. Les cols blancs, de leur côté, sont davantage menacés d'anglicisation à force d'utilisation de logiciels anglais. À cela vient s'ajouter la pression patronale en faveur de l'affichage de postes bilingues. Une pression que le syndicat des



Fernand Valiquette

cols blancs, affilié à la FTQ, voudrait voir contrer par le comité de francisation. «*Je ne suis absolument pas d'accord*, déclare Fernand Valiquette. *C'est le syndicat qui doit mener cette bataille-là.*»

Chez les cols bleus, le problème se posera bientôt car l'employeur a annoncé qu'il voudrait afficher bilingue le poste de répartiteur-centre de contrôle du réseau, qui comporte des échanges avec des clients américains. «*Le syndicat va se battre contre ça*, reprend Fernand Valiquette. *Une connaissance suffisante de la langue seconde permet amplement de remplir cette tâche.*»

Toutes sortes de petits trucs

Ne jamais baisser la garde, donc. Et pas seulement en face de l'employeur. Avec les camarades aussi. Cependant, avec eux, les moyens changent: le français, ça ne s'impose pas. «*Il faut développer la conscience*, explique-t-il. *On ne peut pas, par exemple, reprendre les gens quand ils s'expriment mal. Ils peuvent toujours répondre que ce qui compte, c'est de faire la job. Il faut plutôt les convaincre. C'est l'objectif d'un petit outil comme le lexique. Parce que c'est sûr que le chemin le plus facile, quand on a appris en anglais, c'est de s'exprimer en anglais. Quand tu as toujours parlé de brakes, de plug et de hub...*»

Des événements qui s'intègrent discrètement au quotidien, laissant tout de même une petite trace, qui creusera davantage celle d'hier. Des paroles qui ne font pas sourciller, mais que l'on retient. Ou alors des outils que l'on aura envie de consulter tant ils sont bien faits. «*Il n'y a pas d'effort inutile et stérile*, reprend-il. *Il y a toujours des fruits à court ou à long terme aux efforts que l'on fait.*» Et il y a la relève. Les nouveaux mécaniciens qui, eux, ont appris en français.

Fernand Valiquette est optimiste.

Lucie Laurin

Quand les mots font la grève du sens

Les mots sont d'attachantes petites bêtes de compagnie. Ils sont pleins de surprises dans les rapports intimes que nous entretenons avec eux, alors qu'ils en disent beaucoup plus qu'ils en ont l'air dans leur tenue officielle du dictionnaire. Ils nous font rire, nous font pleurer, nous donnent la chair de poule, peuvent nous mettre en colère pour ensuite nous calmer, nous mettre en joie aussi bien qu'en tristesse. Les mots claironnent notre plaisir, chuchotent nos peines, affichent notre fierté, dissimulent notre gêne, réveillent notre mémoire, taisent nos humiliations.

Les mots ordonnent les procédures du travail, renforcent la détermination, propulsent l'imaginaire, désamorcent les drames, apaisent la douleur, adoucissent la violence, appréhendent l'impondérable, disent l'indicible.

Et quand ils ne suffisent plus, ils tirent de leur propre substance, comme fait l'araignée pour sa toile, les nouveaux mots qui repoussent l'horizon des conquêtes de l'esprit.

Tant de polyvalence et de libéralité de la part des mots ne devrait-il pas nous inciter à leur manifester un peu plus d'égards que nous le faisons quand on les appelle au secours de nos sentiments ou de nos intérêts? Or, combien de fois ne nous arrive-t-il pas de les malmener, de les utiliser à toutes les sauces, sans tenir compte de la nature de chacun? On les prend pour des passe-partout pouvant exprimer n'importe quoi, des mots à tout faire pouvant nous dispenser de préciser notre pensée. Un temps les mots endurent d'être traités de cette façon, ils se contorsionnent et font appel au contexte

pour se faire comprendre. Puis les mots se rebiffent, ils ne veulent plus rien dire, ils font la grève du sens. Tenez par exemple, le verbe «écouter». Il est joli, il éveille les sens, excite la curiosité, appelle au raisonnement. Mais placé à l'impératif au début d'une phrase, il refuse de faire tout cela, il fait même tout le contraire. Au lieu d'être une invitation à la découverte conformément à sa nature, il nous avertit désormais de nous boucher les oreilles. Voilà où conduit l'usage impropre et abusif des mots.

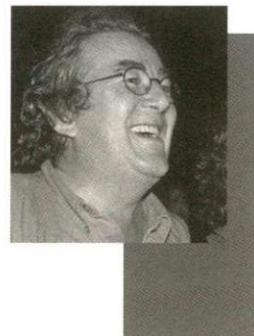
Il fut un temps où l'on pouvait reconnaître un péquiste à cent lieues par le simple fait qu'il commençait toutes ses phrases par «Écoutez!», suivi d'une pause plus ou moins longue qui nous laissait la désagréable impression de n'avoir rien compris de ce qui devait pourtant être l'évidence pour le plus obtus des citoyens. René Lévesque maniait habilement cet «Écoutez!-là, qui par mimétisme, s'est vite répandu à tous les échelons du PQ, comme, dans les années cinquante, les jeunes curés s'employaient à imiter le langage affecté du cardinal Léger. S'apercevant sur le tard de l'effet pervers de ce tic de langage, les membres du gouvernement actuel l'ont presque éradiqué de leur discours.

Or, que pensez-vous depuis qu'il advint? Eh bien! comme les métastases d'un cancer qu'on croyait guéri sautent se réimplanter ailleurs dans l'organisme, voilà que le tic se répand dans le camp fédéraliste. Il crèche maintenant chez plusieurs députés libéraux, et même, ô surprise!, chez quelques ministres fédéraux. De là à conclure à l'hégémonie du projet souverainiste il

n'y a qu'un pas, mais qui nous éloignerait de notre sujet.

Retenons donc nos élans pour constater encore que l'exaspérant «Écoutez!» a également contaminé toutes les petites élites intermédiaires dans les milieux municipaux, scolaires, universitaires, médicaux, sportifs, économiques et communautaires, et qu'il est allégrement relayé sur les ondes, à commencer par les journalistes de Radio-Canada quand ils s'interviewent entre eux. Mais ne désespérons pas: on s'est bien débarrassé du «tsé-veu-dire» des années 70.

Guy Ferland



Chaque numéro de *Nouvelles CSN* contient une chronique du français en page 14. Testez vos connaissances!



À pieds joints dans son nouveau pays

Robert Boucher

«**Q**uand on est immigrant, s'intégrer et apprendre le français, c'est plus facile si on travaille et qu'on vit en milieu francophone. Ceux qui demeurent en vase clos, avec des gens de leur communauté, y parviennent plus difficilement et se découragent parfois au point de retourner dans leur pays d'origine», affirme Natalia Oliveira, une travailleuse portugaise immigrée au Québec en 1975 avec son conjoint et sa fille.

Ayant trouvé un logement dans un quartier francophone de Montréal dès son arrivée, elle a rapidement été baignée dans la culture québécoise et s'y est sentie tout de suite à l'aise. Son oreille s'est habituée aux sonorités de la langue française et elle a pu se débrouiller afin de pourvoir à l'essentiel des besoins de sa famille. Quelques semaines plus tard à peine, Natalia commençait à travailler, d'abord à la cuisine puis auprès des bénéficiaires, à la Maison-mère des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie sur recommandation de sa sœur déjà installée ici. «Je me suis intégrée très vite au point que mes camarades de travail m'ont appelée Nathalie et prise rapidement pour une des leurs.

«Je devais préparer les menus. Au début, j'avais de la difficulté à lire certaines écritures manuscrites en français. J'ai demandé alors à tout le monde d'avoir l'amabilité d'écrire leurs choix de menus en caractères d'imprimerie. Ainsi, j'avais moins de difficulté à comprendre et je pouvais bien faire mon travail. Petit à petit, je me suis habituée à lire les textes manuscrits.»

Prendre sa place

Quand une partie du personnel a voulu se syndiquer, elle a d'abord refusé de signer sa carte. «J'étais bien, je n'avais pas de problème. En plus, dans mon pays fasciste de l'époque, on n'était pas habitué à cela. Encore moins dans le coin de pays agricole où je suis née.»

Mais quand, suite à l'échec de la première tentative, les religieuses ont donné des augmentations de salaire aux seules personnes qui avaient voulu se syndiquer, elle s'est sentie trahie. Après leur avoir demandé des explications devant d'autres personnes qui n'avaient pu bénéficier de ces largesses, elle a compris que les religieuses n'avaient agi ainsi que pour contrer toute tentative de syndicalisation. Elle s'est procuré peu après, auprès d'un camarade, des cartes d'adhésion syndicale qu'elle a fait signer, entre autres, à plusieurs autres travailleuses immigrantes.

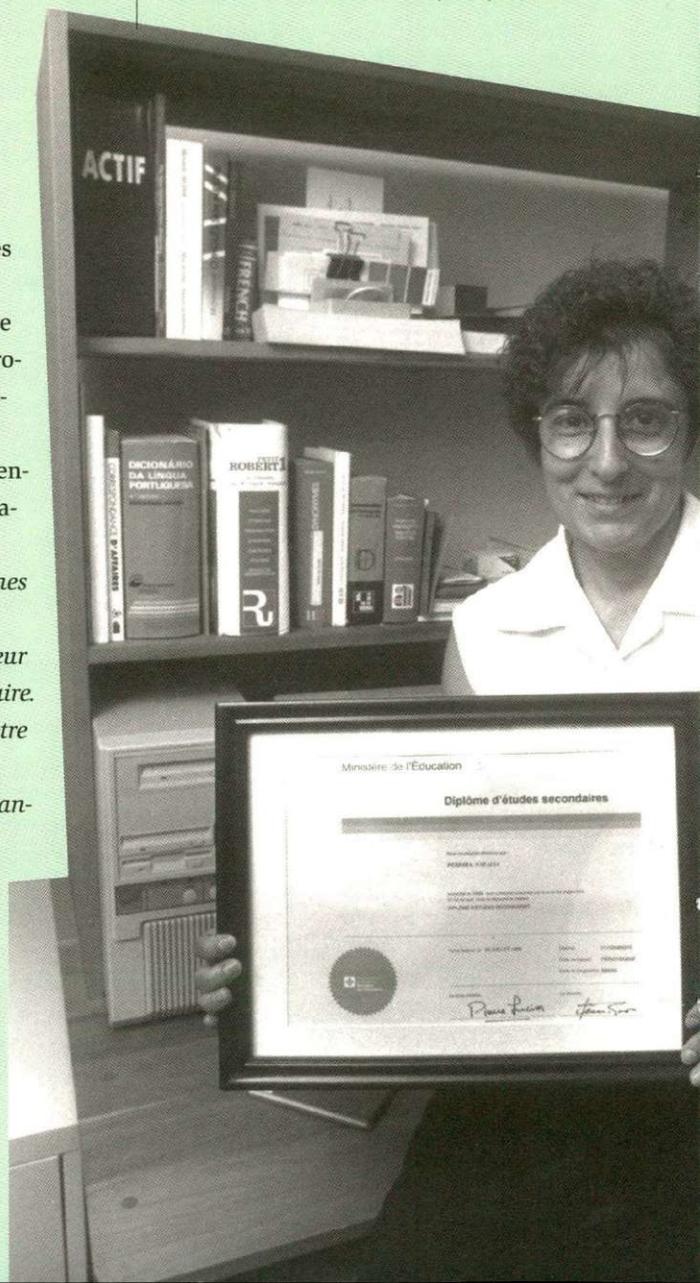
«Tu sais, dit-elle, les personnes qui arrivent dans un nouveau pays sont plus craintives. La peur fait que souvent elles vont se taire. Elles ne veulent pas risquer d'être pénalisées. Mais comme elles voyaient que je savais parler français et me défendre, elle m'ont fait confiance et ont signé. Et cette fois, ça a marché: notre syndicat a été accrédité.»

Peu de temps après, Natalia a suivi des sessions de formation syndicale, a été élue à l'exécutif de son syndi-

cat et est devenue membre du Comité immigration et des relations ethniques du Conseil central du Montréal métropolitain, comité dont elle fait encore partie d'ailleurs. Le fait d'avoir pu rapidement apprendre le français a facilité son implication syndicale.

S'approprier la langue d'usage

«Ce n'est pas à moi d'attendre qu'on vienne me chercher. Il faut faire les



premiers pas et aller vers les autres quand on veut s'intégrer à son nouveau pays.»

Pour Natalia, les immigrants ont trop souvent la possibilité de passer à travers les mailles du filet et de vivre en circuit fermé, d'acheter dans de petits commerces et même d'aller à l'église dans leur langue. Ils peuvent demeurer dans un cocon comme s'ils étaient encore dans leur pays d'origine. «Tu ne t'adaptes pas quand tu vis dans un ghetto. Ces gens-là s'isolent de plus en plus, parce que là-bas, ça change aussi. Alors ils ne ressemblent plus ni aux gens d'où ils viennent, ni aux gens d'ici. Et comme leurs enfants apprennent la langue d'ici, l'écart se creuse davantage entre les générations. Ils ne se comprennent plus et les enfants s'en vont...»

«Pourtant, poursuit-elle, l'apprentissage de la langue du pays d'adoption est essentielle. Quand tu es malade, par exemple, tu ne peux pas expliquer au médecin ce que tu as et tu ne comprends pas non plus ce que le médecin te dit. Souvent, tu réponds oui, pour avoir l'air de comprendre. Ou bien tu amènes chaque fois ton enfant ou quelqu'un d'autre avec toi pour qu'il explique ton problème. Ça n'a pas d'allure!», clame-t-elle.

Même si aucune loi ne l'y obligeait à l'époque, elle tenait à ce que sa fille apprenne le français. Elle l'a donc inscrite à l'école française et l'a aidée beaucoup dans son apprentissage du français. Devenue traductrice par la suite, sa fille lui a renvoyé l'ascenseur. «Quand je suis retournée aux études, suite à mon accident du travail, dit-elle, ma fille m'a aidée à son tour. Chaque jour, elle me donnait des dictées au téléphone pour améliorer ma connaissance du français.»

Cela a été difficile, après

son accident du travail, de quitter un milieu auquel elle s'était attachée pour émigrer encore, malgré elle cette fois, vers d'autres horizons. Mais sa connaissance du français lui a permis d'acquérir une formation dans un autre domaine. Ses études terminées, elle est maintenant à la recherche d'un emploi. «Aujourd'hui, dit-elle, quand je fais des demandes d'emploi, on exige la connaissance de l'anglais. Ça me révolte! On force les immigrants à apprendre le français et on exige l'anglais de plus en plus dans les offres d'emploi.»

Des qualifications rarement reconnues

Son conjoint a dû faire face aux mêmes problèmes que vivent un trop grand nombre de personnes immigrantes qui arrivent ici. Mécanicien première classe dans son pays, il n'a pas pu faire reconnaître ses diplômes ici malgré des confirmations écrites de son ambassade. Selon Natalia, il lui a fallu se présenter à

un examen en français, qu'il ne comprenait pas, sans l'aide d'un traducteur.

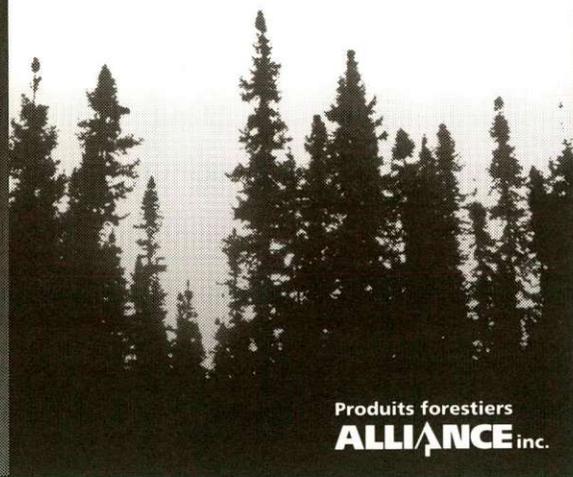
À l'instar de beaucoup d'immigrants, il a dû se contenter d'un petit emploi dans un garage appartenant à un Portugais et a fini par obtenir une carte de mécanicien de troisième classe. «C'est un problème important pour les personnes qui immigreront ici de ne pas voir leurs compétences et leurs diplômes reconnus. C'est dévalorisant.» Beaucoup d'immigrants et d'immigrantes doivent en effet accepter des emplois qui sont nettement en deçà des compétences acquises dans leur pays d'origine.

Comme tous les peuples, les Québécois doivent protéger leur langue. Et pour Natalia, le milieu familial joue en ce sens un rôle essentiel. «Il faut que les parents apprennent aux enfants l'amour de leur langue et l'importance de la conserver. À ce moment-là, on a moins besoin de s'appuyer sur des lois pour la protéger.»

ALLIANCE

Apprendre,
découvrir et bâtir...
en français

Société intégrée d'exploitation de ressources forestières, Produits forestiers Alliance inc. se spécialise dans la production et la mise en marché de pâte, de papier journal, de papiers non couchés à base de pâte mécanique, de bois d'œuvre et de produits dérivés du bois.



Produits forestiers
ALLIANCE inc.



Gouvernement du Québec
Ministère des Relations avec les citoyens
et de l'Immigration

Profitez du programme gratuit de francisation en milieu de travail!

- Professeurs qualifiés •
- Programmes d'études •
- sur mesure
- Matériel éducatif •
- et audiovisuel

Direction des relations
avec les partenaires
(514) 873-3930

pierrette.giguere@mrci.gouv.qc.ca



Québec

Enquête auprès de petits syndicats de la région de Montréal

La CSN est en train de compléter une enquête auprès de 84 syndicats dans des entreprises de moins de cinquante employés de la région métropolitaine pour connaître leurs besoins de formation en francisation.

Cette enquête, rendue possible grâce à une subvention de l'Office de la langue française, a été réalisée avec le support du Groupe de consultation pour le maintien et la création d'emploi du Québec et le travail des grévistes de Montréal Recherche. Les résultats permettront d'organiser des sessions de formation et de préparer des outils adaptés aux besoins identifiés.

R.B.

La francisation des entreprises, au cœur de l'action syndicale

La francisation des entreprises exige des efforts constants. Pour la CSN, travailler dans ce sens est au cœur de l'action syndicale. C'est pourquoi, au cours de la prochaine année, la centrale veut donner un nouvel élan aux comités de francisation et supporter davantage le travail des représentantes et des représentants syndicaux au sein de ces comités. Une lettre a été adressée, en juin dernier, à tous les syndicats comptant de tels comités et inscrits sur la liste de l'Office de la langue française, accompagnée d'un formulaire servant à compléter la mise à jour des responsables. Si certains comités n'avaient pas reçu cette lettre, veuillez en aviser Robert Boucher au Service de l'information au (514) 598-2230 ou par télécopieur au (514) 598-2089.

R.B.

L'alphabétisation renforce la vie syndicale

Le travail des syndicats en alphabétisation provoque des changements importants dans la vie des personnes qui acceptent d'entreprendre une démarche d'apprentissage de la lecture et de l'écriture, bien sûr; mais il a aussi des effets très positifs sur la vie syndicale. Dans le numéro précédent de *La force des mots*, nous vous faisons part de l'expérience vécue par les travailleurs de la compagnie Les autobus La Diligence. Non seulement sont-ils en mesure de lire et de comprendre leur convention collective, mais plusieurs d'entre eux ont eu le goût ensuite de s'impliquer davantage au sein de leur syndicat.

Un texte publié dans le journal du Congrès du travail du Canada, *L'Avant-garde*, vol. 1 no 1, à l'automne 1997, faisait le même constat. Une étude a en effet démontré qu'un programme d'alphabétisation piloté par le syndicat permettait aux travailleuses et aux travailleurs de mieux se défendre et de provoquer des changements qui renforcent le syndicat. L'étude du CTC a également révélé que le taux de participation à la vie syndicale avait augmenté, de même que l'implication de ces travailleuses et travailleurs dans leur collectivité.

un mot vaut mille images

Je suis un obsédé

La première fois, ce fut avec Flavie.

Flavie, une jolie femme dans la trentaine aux flexuosités maternelles, et qui sentait bon le miel et la lavande sous son casaquin, était ma maîtresse... de troisième année B.

C'est elle qui m'inocula ce qui est devenu aujourd'hui mon vice en nous initiant au «jeu du dictionnaire»: y choisir un mot au hasard; en lire la définition; trouver, s'il y a lieu, le sens de chaque mot inconnu à l'intérieur de celle-ci; procéder de la même façon pour les mots contenus dans ces nouvelles définitions et dont on ignore le sens. Bref, nous faisons du «surfing dans le dictionnaire» bien avant que le «surfing sur Internet» soit inventé! Et à 7 ou 8 ans, quand on possède un vocabulaire de quoi, une centaine de mots?, inutile de dire que le jeu pouvait durer longtemps.

«Quand on pense que chaque mot est un petit bijou, nous disait en substance Flavie, vous rendez-vous compte de tous les trésors que recèle votre dictionnaire? Une vraie caverne d'Ali Baba!»

Ah! Flavie... Mon almée, ma Schéhérazade!

Plus tard, à l'adolescence, mon appétence pour les beaux mots fut fécondée, enfiévrée par... l'Amour, évidemment. Ah! Monique...

Comment savoir aujourd'hui si les aubades, les barcarolles et les poèmes de mes quinze ans, languides ou torrides, où je me débondais et te couvrais de blandices, étaient inspirés par tes yeux couleur de sinople ou par les trémulations sybaritiques que m'injectait la quête frénétique des mots pour les écrire?

Et c'est ainsi qu'en vieillissant, le germe planté il y a 40 ans par Flavie est devenu une drogue indispensable, et la langue française une provende divine, une ventrée où moi, son sigisbée gravide et flapi, me gave chaque jour de ses attraits immarcessibles. Chaque fois que j'ouvre un livre, j'espère avidement la rencontre de mots qui me sont inconnus pour m'en emparer, les amadouer et les asservir, et chacune de ces rencontres, je le confesse, me procure une crispation de plaisir dans la fressure. J'ai pour les mots, les beaux mots, les mots coruscants comme des arcs-en-ciel ou ceux avec une tessiture de diva, une fascination qui confine à l'obsession, une relation quasi charnelle que dans mon délire j'imagine avec une succube toute de lettres filipendules vêtue. Est-ce grave, docteur?

Jean-Pierre Paré

en français

VIVRE

Mur amor

Il y a des graffiti qui réchauffent le cœur. D'autres font rigoler. Certains portent à réfléchir. Il y a aussi ceux qui distillent chez le passant un sentiment de malaise, tant leur message est porteur de révolte ou de rejet.

Les graffiti font partie du décor urbain et même, parfois, du paysage champêtre. Pas un pan de mur à découvert, un bout de palissade, une clôture pleine, une fondation de maison — fraîchement peints, si possible — qui y échappe.

Certains graffiti, franchement heureux, viennent animer un mur autrement ennuyeux, faisant oublier qu'on a omis de lui percer des fenêtres. D'autres font qu'on s'arrête, le temps de se dire que certains jeunes ont décidé beaucoup de talent.

Lucie Laurin



On peut ne pas aimer la couleur ou l'illustration de ce graffiti sur la dette; mais comment rester indifférent à son message social? Pareillement le passant, intrigué par le dessin accompagnant le graffiti sur les libertés, arrivera à la conclusion qu'on ne doit compter que sur ses propres moyens pour atteindre la liberté.

Corrigez les 21 fautes de cette dictée

Dès son arrivée, le nouveau contremaître avait annoncé la couleur. Sec et autoritaire, il eût tôt fait sentir aux travailleurs, à coûts de rodomontades assénées avec hauteur, qu'il ne tolérerait pas la moindre riposte et ne leurs épargnerait pas les admonestations. Cependant, les travailleurs ne tardèrent pas à constater son impériessie. Les axes, bielles, cammes, cardants, carters et tourillons l'étourdissaient et la conversation des travailleurs lui était un charabias sans nom.

La première fois qu'il leur donna une directive saugrenue, leur intimant l'ordre de l'exécuter aussitôt, le moteur s'emballa, le bolomètre s'affolla et tous les voyants s'allumèrent. Un travailleur ce

précipita pour interrompre le courant. Le silence se fit alors dans l'usine. Chacun n'osait tourner les yeux verts ses camarades, se retenant difficilement de sourire. Puis l'un deux pouffa. Alors, se fut un éclat de rire généralisé. Humilié, lèvres serrées, le contremaître se dirigea vers la sortie. Ont ne le revit point. Son séjour avait été de courte durée: une heure et demi en tout.

L'employeur ne lui trouvant pas de remplaçant sur le champs, les travailleurs réparèrent la machine et la remirent en marche. Le travail reprit. Les mois passèrent. L'employeur ne reparlat plus du remplaçant.

En décembre 1988, le gouvernement Bourassa déposait un projet de loi modifiant la Charte de la langue française pour permettre l'affichage bilingue à l'intérieur des commerces. Trois ministres anglophones démissionnaient, jugeant ces modifications insuffisantes. Quelques minutes après l'intervention du premier ministre à l'appui de sa solution linguistique, quelque 500 jeunes de la région de Québec manifestaient devant le parlement pour exiger le maintien intégral de la Charte de la langue française. Quel était le numéro du projet de loi contesté?

Faites-nous parvenir votre réponse à l'adresse suivante: *La force des mots*, 1601, av. De Lorimier, Montréal (Québec) H2K 4M5, avant le 15 novembre. Les noms de trois gagnants seront tirés au sort, et ils recevront un exemplaire de l'*Album-souvenir* publié à l'occasion du 75^e anniversaire de la CSN. La réponse sera publiée au printemps 1999 dans le numéro trois de *La force des mots*.



Photo: Raynald Lavoie, *Le Soleil*

Réponse au concours du numéro 1

L'organisme qui avait lancé un appel à la mobilisation le 12 mars 1989 est le *Mouvement Québec français*. Les gagnants sont Annie Trudel, d'Ottawa, et Henri Goulet, de Montréal. Tous deux ont reçu un exemplaire du livre *Le français au bureau*. Toutes nos félicitations!

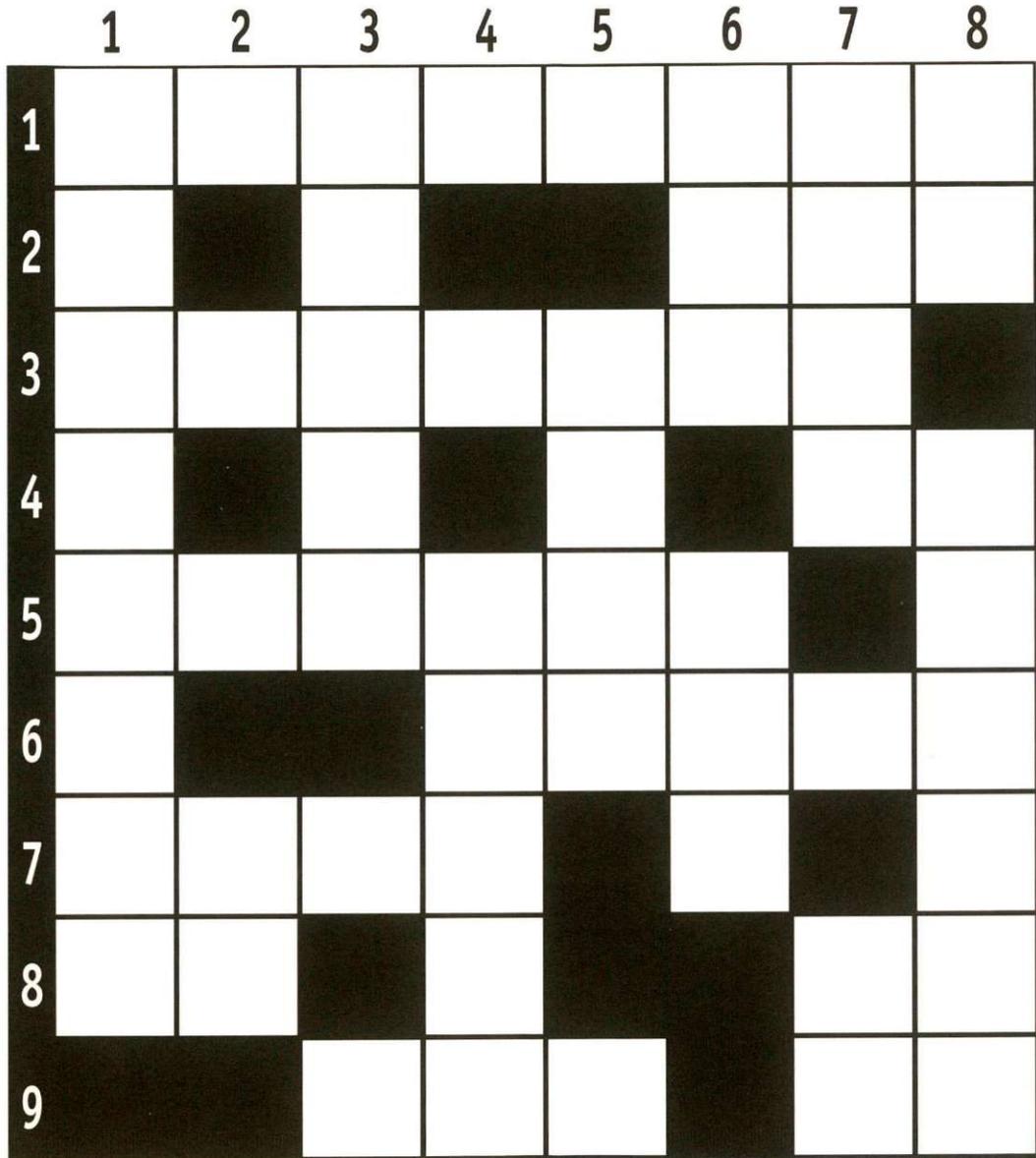
croisés

Horizontalement

1. Temps de repos chèrement gagné.
2. Secte dangereuse.
3. Discuta avec l'employeur.
4. Note de musique.
5. Les enquêteurs privés embauchés par la CSST en sont.
6. Somme versée à un salarié en compensation ou comme récompense.
7. Qui n'est pas complet.
8. À la mode. Pronom personnel.
9. Traité international qui met en péril l'autonomie des gouvernements. Coutumes.

Verticalement

1. Pour la majorité des salarié-es, jour préféré de la semaine de travail.
2. Dans.
3. La CSN est largement majoritaire dans ce type d'institutions.
4. C'est ainsi que Marx qualifiait la religion.
5. Plusieurs politiciens aiment bien ce cercle de personnes qui s'empressent autour d'eux pour obtenir leurs faveurs.
6. Abasourdi. Nombre de mois dans une année.
7. Presse. Etre à ___ et à toi.
8. Police de l'Allemagne nazie. Suspensions du moyen de pression ultime.

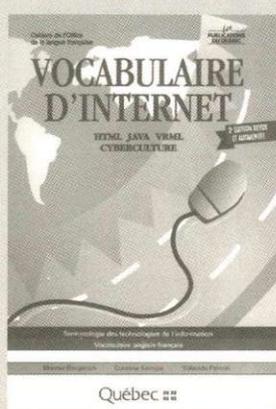


Solution

- | | | | | | | | | | |
|------------------------|-------------|--------|------------|----------|-----------|-------------|-------------|---------------|------------|
| Horizontalement | 1. Vacances | 2. OTS | 3. Négocia | 4. Ut | 5. Ripoux | 6. Prime | 7. Demi | 8. In. Te | 9. AMI. Us |
| Verticalement | 1. Vendredi | 2. En | 3. Cégep | 4. Opium | 5. Cour | 6. Coi. XII | 7. Etau. Tu | 8. SS. Trèves | |

Corrigé de la dictée

annoncé, eut, coups, rodomontades, to-
 lérerait, leur, impétite, cames, cardans,
 charabia, saugrenue, affola, se (préci-
 pita), vers, deux, ce (fut), on, demie,
 sur-le-champ, reparla.



On peut se procurer la seconde édition du *Vocabulaire d'Internet* en librairie au prix de 12,95 \$. On peut également la commander dans le site Web des Publications du Québec ou encore en composant le 1 800 463-2100.

Vocabulaire d'Internet Plus

Le *Vocabulaire d'Internet Plus*, proposé dans le site de l'Office de la langue française, présente la version française des termes utilisés couramment par les internautes. Il est mis à jour régulièrement et enrichi par l'ajout de néologismes reflétant l'état actuel de l'évolution du réseau Internet. On y a accès à l'adresse suivante:

<http://www.OLF.gouv.qc.ca/>

Lexique des difficultés du français dans les médias

Publié par *La Presse*, le *Lexique des difficultés du français dans les médias* est un petit outil très pratique de deux cents pages qui est surtout consacré aux anglicismes sous toutes leurs formes et aux impropriétés les plus courantes, comme l'auteur, Paul Roux, le précise au début du livre. Mais il y aborde aussi des problèmes grammaticaux qui donnent souvent des maux de tête dans l'écriture des textes.

On peut se le procurer au prix de 19,95 \$ plus taxes en appelant à *La Presse* au (514) 285-7364.



Le téléphone linguistique de l'OLF

L'Office de la langue française offre un service gratuit de téléphone linguistique traitant de certaines difficultés du français. On peut y avoir accès tous les jours, vingt-quatre heures par jour. Pour recevoir la liste des quelque 150 sujets traités, on peut s'adresser au bureau de Communication-Québec ou à l'Office de la langue française au 1 800 645-7347 ou par télécopie au (514) 873-3488. Pour avoir accès au téléphone linguistique, il suffit de composer les numéros suivants: Montréal, 873-9999; Québec, 526-9999. Ailleurs au Québec, sans frais: 1 888 829-8899 ou encore 1 888 828-8899. Vous pouvez également faire appel au service personnalisé de consultation terminologique: 1 900 565-8899 (frais de 5 \$ l'appel).

Le Service de l'information de la CSN

Vous avez des questions portant sur la Charte de la langue française? Sur les comités de francisation des entreprises? N'hésitez pas à téléphoner au Service de l'information de la CSN, au (514) 598-2155. On se fera un plaisir de vous aider!

UNE RESSOURCE POUR LE MONDE





Histoire de se passer le mot...

Dans le numéro UN de *La force des mots*, Claude Saint-Georges souligne à quel point, dans le secteur de l'hôtellerie, la promotion du français s'avère une lutte de tout instant. Au sein des grands hôtels du Montréal international, en effet, la clientèle, issue de tous les coins du monde, ainsi que le personnel, majoritairement allophone, utilisent naturellement l'anglais comme langue de communication. Il faut, par conséquent, insister sur l'importance des initiatives qui ont été prises dans ce milieu. Toutefois, il apparaît clairement que la présence marquée du français dans ce secteur d'activité et sa garantie à long terme dépendent, d'abord et avant tout, des habitudes, voire des réflexes au quotidien, de tous les francophones qui y travaillent.

Quelle motivation des travailleurs et travailleuses peuvent-ils avoir pour s'inscrire à un cours de français qui leur sera dispensé après une journée exténuante alors que dans la réalité du quotidien, il se trouvera toujours quelqu'un pour leur parler dans une langue qu'ils comprennent déjà? Le français, pour devenir une langue d'usage des allophones, se doit d'être incontournable lors de multiples situations de communication au cours d'une journée. Et ce sont les francophones qui doivent leur fournir ces oc-

casions de pratique... constamment, et partout dans l'hôtel!

Toute la question de la présence du français dans l'industrie hôtelière, secteur nerveux de l'activité économique montréalaise, mérite d'être étudiée plus en profondeur et sous plusieurs angles. Il ne serait donc pas superflu de convoquer un colloque où devraient d'abord être invités, disons-le, les travailleuses et les travailleurs qui sont supposés être les premiers concernés par la situation: les francophones. Des efforts doivent être déployés afin de rejoindre un nombre maximum de participants, syndiqués ou non, représentant une majorité d'établissements hôteliers.

Ce serait là l'occasion idéale d'inventorier les multiples aspects du problème et de mettre en commun nos idées pour le solutionner, histoire de se passer le mot!

Lucie Couture

Syndicat de l'hôtel Reine-Élisabeth (CSN)

Cette page est à vous. Écrivez-nous!

Faites parvenir votre lettre à *Les mots qu'il faut*
Service de l'information de la CSN, 1601, av. De Lorimier, Montréal
(Québec) H2K 4M5 ou par courrier internet à: laurinl@total.net

**LA LANGUE,
C'EST... CAPITAL
ET NOUS DEVONS
Y PORTER...
INTÉRÊT**



CAISSE D'ÉCONOMIE
DES SYNDICATS
NATIONAUX
(MONTRÉAL)



CAISSE D'ÉCONOMIE
DES TRAVAILLEUSES
ET TRAVAILLEURS
(QUÉBEC)

Implantée à Joliette
depuis **plus de 30 ans**

Bridgestone/Firestone
CANADA INC.

participe, avec
ses employés,
à la promotion
du **français au travail**

Bridgestone et Firestone, des pneus de qualité

Les 800 employés sont membres d'un syndicat affilié
à la Fédération de la métallurgie de la CSN depuis 1975.

Les épines du bouquet

S'il ne le savait pas, Lucien Bouchard est en train d'apprendre à la dure — et à nos dépens — qu'un bouquet risque d'avoir aussi des épines.

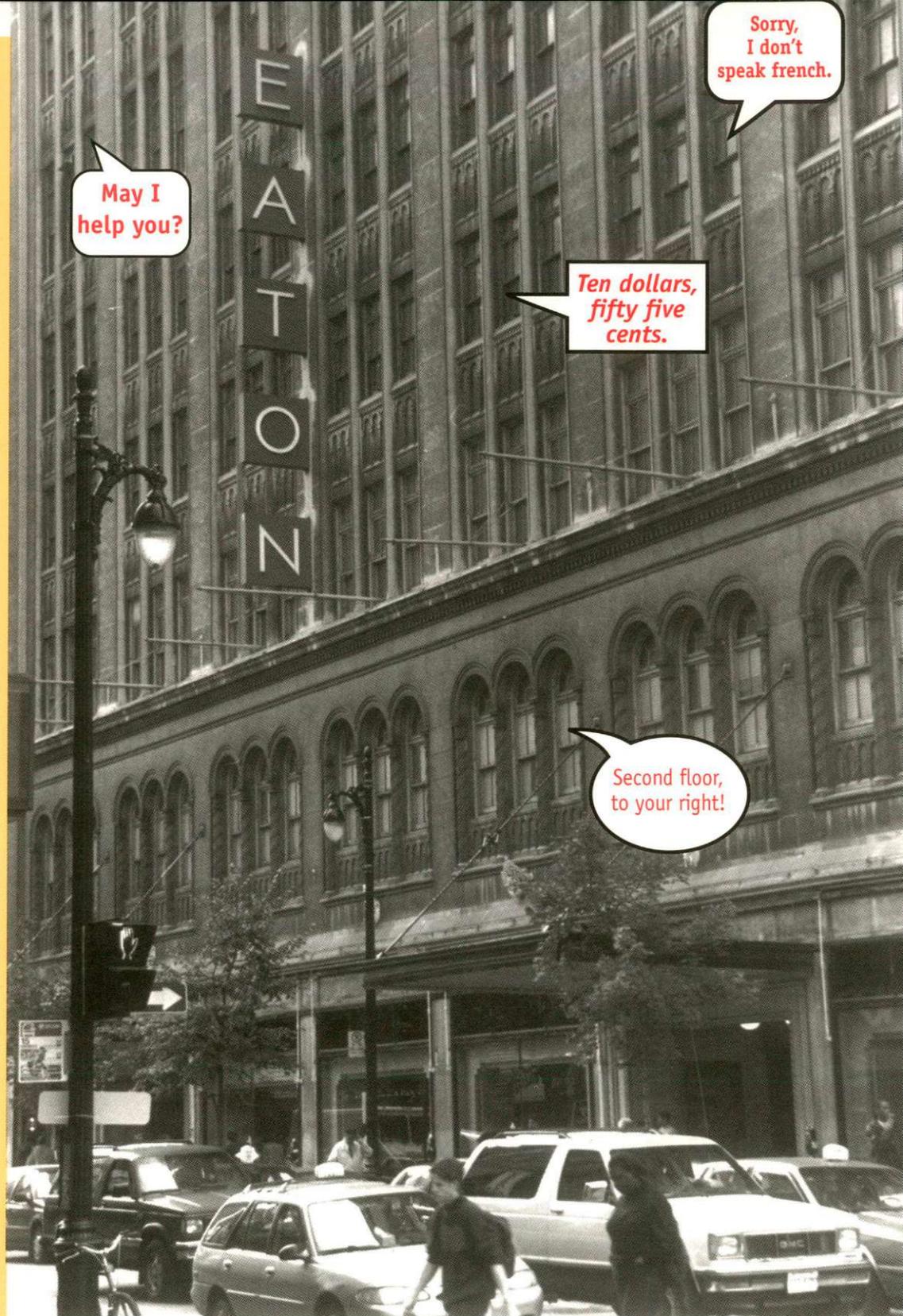
La reconduction de la loi 86 concoctée par les libéraux et Claude Ryan en 1993 faisait en effet partie du «bouquet de mesures» de la ministre Louise Beaudoin, qui a conduit à l'adoption d'une nouvelle loi linguistique en décembre 1996, la loi 40. Ces dispositions permettent l'affichage bilingue dans les commerces, en autant que le français y occupe deux fois plus d'espace que l'anglais. Le brave homme aurait eu honte de se regarder dans un miroir, avait-il dit à ses membres, s'il avait rétabli l'unilinguisme.

Déjà qu'on peut trouver incongru de voir un parti souverainiste défendre les mesures Ryan assurant le bilinguisme dans l'affichage! La menace de boycottage des grands magasins, agitée entre autres par le président de la CSN, aura eu, semble-t-il, davantage d'effet sur les dirigeants torontois que les objurgations du premier ministre pour qu'ils ne se prévalent pas des dispositions de sa propre loi.

Ce qui lui a tiré une épine du pied.

Car il aurait été du plus haut ridicule que le retour de l'anglais dans l'affichage ait été le fait non pas d'une décision de la Cour suprême du Canada, mais d'une loi de l'Assemblée nationale adoptée par le Parti québécois.

Michel Rioux



May I
help you?

Ten dollars,
fifty five
cents.

Second floor,
to your right!

Sorry,
I don't
speak french.

la force
des mots

est publié par la CSN

Production:

le Service de l'information de la CSN

Coordination:

Lucie Laurin

Rédaction:

Robert Boucher, Guy Ferland, Lucie Laurin, Jean-Pierre Paré, Michel Rioux

Collaboration spéciale:

Serge Turgeon

Conception graphique et mise en pages:

Jean Gladu, Sophie Marcoux

Photographie:

Michel Giroux

Caricature:

Boris

Soutien technique:

Lyne Beaulieu

Impression:

Imprimerie Transcontinental inc.

Distribution:

le Service de distribution de la CSN